L'année se termine mal pour l'Aras

Nous sommes dans l'immobilisme le plus complet" Voilà comment Jean-Paul Schroeter, président de l'Association des riverains de l'Aéroport de Sion (Aras), a qualifié la situation actuelle jeudi soir lors de l'assemblée générale de l'association. L'année 2012 promettait pourtant "d'être fantastique". "Nous attendions avec impatience le rapport de l'EPFL. Quand nous avons appris que le canton demandait un retour à la situation 2001 avec 576 mouvements de F/A-18 et que la Ville de Sion souhaitait l'arrêt des vols de jets militaires à réaction, nous étions vraiment enthousiastes. Sauf qu'à ce jour, rien n'a bougé. Les 100000 francs investis dans ce rapport méritent un meilleur sort", déplore le président avant de pointer du doigt les autorités politiques: "A l'échelon fédéral, les deux seuls représentants valaisans qui ont évoqué ce dossier sont Jean-René Fournier et Oskar Freysinger. Le premier a demandé l'accélération de l'acquisition du Gripen tandis que le second a, lui, proposé d'augmenter les valeurs d'alarme. Tout un programme allant à l'encontre des intérêts des citoyens du Valais central... Nous avons vraiment l'impression d'être seuls et peu défendus. Et heureusement qu'une proposition identique à celle d'Oskar Freysinger a été nettement rejetée au Grand Conseil"

Ueli Maurer ne répond pas

Et que pense l'Aras de la position du Conseil communal de Sion? Était-ce simplement un argument de campagne? "Le problème, c'est que la ville et le canton ne sont pas sur la même longueur d'onde. Et comme c'est le canton qui est l'interlocuteur officiel du Département de la défense, de la protection de la population et du sport (DDPS), tant que ces deux entités n'iront pas dans la même direction, cela va être difficile. Dans ce dossier, plus on attend, plus les choses vont devenir compliquées", relève le président de l'Aras qui n'est pas resté les bras croisés: "Nous avons demandé une entrevue au conseiller fédéral Ueli Maurer. Malgré plusieurs relances, nous sommes toujours sans réponse. Nous avons aussi insisté auprès du canton sur la relance du groupe de travail composé du DDPS, du canton, de la ville et de l'Aras. Une réponse devrait intervenir avant la fin de l'année mais comme c'est le DDPS qui décide, nous sommes sceptiques..."

L'Aras garde espoir

Surtout que le plan des vols pour 2013 semble entériné. "Le canton a obtenu le déplacement de deux semaines de F/A-18 qui tombaient sur des périodes d'examens. Pour le reste, rien n'a changé. Ce plan ne suit en tout cas pas les desiderata du canton avec un retour à 576 mouvements. Pire, le nombre de semaines F/A-18 est passé de cinq en 2012 à sept." Malgré ces différents revers, l'Aras ne perd pas espoir. "Nous sommes conscients que la suppression des vols d'avions militaires à réaction ne se fera pas sur un claquement de doigts. Je pense qu'il faudra deux à trois ans pour revenir aux valeurs de 2001. Ensuite, deux ans supplémentaires seront encore nécessaires pour l'abandon des vols à réaction. Nous espérons donc entrevoir un gros changement à l'horizon 2018. On y croit!", conclut Jean-Paul Schroeter.